

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Maître de l'ouvrage

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Conducteur d'opération

DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE DE CAYENNE

Objet de la consultation

Projet n°25-04-005
Accord cadre mixte portant sur la réalisation de diagnostics géotechniques pour les opérations
d'infrastructures au profit des Forces Armées en Guyane.

SOMMAIRE

	Page
PRELIMINAIRE	4
A - PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE – OBJET	4
B - ALLOTISSEMENT	4
C - COMMANDE CONSECUTIVE A UN MARCHE SUBSEQUENT.....	4
D - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
E - DEROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE	4
F - INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES	5
F.1 - Intervenants	5
<i>F.1.1 - Titulaire.....</i>	<i>5</i>
<i>F.1.2 - Maîtrise d'ouvrage.....</i>	<i>5</i>
<i>F.1.3 - Conduite d'opération.....</i>	<i>5</i>
<i>F.1.4 - Maîtrise d'œuvre</i>	<i>5</i>
F.2 - Travaux intéressant la défense.....	5
<i>F.2.1 - Obligations de discrétion.....</i>	<i>5</i>
<i>F.2.2 - Mesures de sécurité propres à la défense</i>	<i>6</i>
G - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
H - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS – REGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX	7
H.1 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des prestations.....	7
H.2 - Règlement des comptes.....	7
<i>H.2.1 - Modalités de facturation.....</i>	<i>7</i>
<i>H.2.2 - Mise en garde du titulaire</i>	<i>7</i>
<i>H.2.3 - Suivi du service fait</i>	<i>8</i>
<i>H.2.4 - Solde</i>	<i>8</i>
<i>H.2.5 - Délai de paiement.....</i>	<i>8</i>
H.3 - Variation dans les prix	8
<i>H.3.1 - Mode de variation des prix.....</i>	<i>8</i>
<i>H.3.2 - Mois d'établissement des prix du marché.....</i>	<i>8</i>
<i>H.3.3 - Choix des index de référence.....</i>	<i>8</i>
<i>H.3.4 - Modalités de révision des prix.....</i>	<i>8</i>
I - DELAIS – PENALITES	9
I.1 - Délais d'intervention du diagnostiqueur	9
I.2 - Pénalités.....	9
I.3 - Pénalités observations.....	9
I.4 - Accidents du travail	9
J - DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS.....	9
MODALITES DE PAIEMENT DIRECT PAR VIREMENTS.....	10
K - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	11
K.1 - Retenue de garantie.....	11

K.2 - Avance	11
L - EXECUTION DES PRESTATIONS.....	11
L.1 - Consignes particulières	11
L.2 - Remplacement de la personne physique assurant le diagnostic.....	11
L.3 - Notification - Communication.....	11
<i>L.3.1 - Communication au titulaire.....</i>	<i>11</i>
<i>L.3.2 - Communication du titulaire.....</i>	<i>12</i>
M - ADMISSION DES PRESTATIONS.....	12
M.1 - Admission des parties techniques	12
M.2 - Achèvement de la prestation.....	12
M.3 - Réception des documents	12
M.4 - Transfert de propriété.....	12
N - RESILIATION DU MARCHE	12
O - ASSURANCE.....	12
P - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES	12
Q - LABEL ET CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHE	13
Q.1 - Label.....	13
Q.2 - Certificat de bonne exécution	13
R - CLAUSE DE REEXAMEN.....	13
R.1 - Modification des clauses de variation (révision, actualisation) des prix en cas de suppression ou modification d'index, d'évolution des variations supérieures aux clauses butoir.....	13
R.2 - Substitution d'un nouveau titulaire lorsque le titulaire est visé par une procédure collective, et dans le cas de silence de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur à la suite de sa mise en demeure par l'acheteur	14
R.3 - Substitution sur demande du titulaire d'un nouveau titulaire en raison d'impossibilité de poursuivre les prestations du marché.....	14
R.4 - Prise en compte d'éventuels surcoûts et indemnités pouvant en résulter liés à une crise ou tout événement conduisant à modifier significativement les modalités d'exécution du contrat ou d'un bon de commande	15
R.5 - Modification du périmètre technique	15
S - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	15

PRELIMINAIRE :

Le cahier des clauses administratives générales fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 est applicable au présent marché.

La liste des dérogations à ce document, appliquées par les présentes clauses administratives, figure en dernière page de celles-ci.

A - PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE – OBJET

Le présent marché est un accord-cadre mixte mono-attributaire, à bons de commandes sur bordereau de prix unitaires (BPU) ou en marchés subséquents, sans montant minimum au sens de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique.

Le recours aux marchés subséquents est conditionné par l'impossibilité d'emploi du BPU et l'absence de stipulations techniques contractuelles précises au BPU.

Le montant maximum du présent marché est : 2 000 000 €.

Il pour objet la réalisation de missions de diagnostics géotechniques pour les opérations de bâtiment et de génie civil au profit des Forces Armées en Guyane.

Les lieux des prestations sont prévus sur les emprises militaires en Guyane.

Il est précisé qu'en raison d'un protocole d'accord avec le Ministère de l'intérieur, les lieux des prestations peuvent inclure des emprises de la Gendarmerie Nationale.

B - ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

C - COMMANDE CONSECUTIVE A UN MARCHE SUBSEQUENT

Les demandes avec des caractéristiques et des modalités d'exécution des travaux demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre feront l'objet de **marchés subséquents**. Ils ne peuvent entraîner des modifications substantielles des termes de l'accord-cadre. Le titulaire du marché sera invité à compléter son offre sur la PLACE.

La fréquence de consultation n'est donc pas définie à l'avance.

D - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La durée initiale de l'accord-cadre est d'un (1) an à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre est reconductible tacitement trois (3) fois, à date anniversaire, sans que la durée ne puisse excéder quatre (4) ans.

L'entreprise ne peut s'opposer à la reconduction, conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique. En cas de non reconduction de l'accord-cadre, l'entreprise titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

La non reconduction du présent accord-cadre devra intervenir par décision du représentant du pouvoir adjudicateur écrite et notifiée au titulaire du présent accord-cadre au plus tard deux (02) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

E - DEROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE

Le RPA s'engage à avoir recours au présent accord-cadre et à acquérir par son biais, l'ensemble des besoins définis dans les documents contractuels.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de l'accord-cadre dans les situations suivantes :

Le titulaire est dans l'incapacité de réaliser les travaux dans les délais contractuels :

- Rupture de stock ;

- Perte de compétence avérée du titulaire dans le domaine technique concerné ;
- Incapacité à transmettre un devis quantitatif dans les délais alloués ;
- Marché de défense ou de sécurité ;
- Urgence impérieuse...

F - INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES

F.1 - Intervenants

F.1.1 - Titulaire

Le titulaire est désigné sous le nom de « diagnostiqueur » dans les pièces du présent marché.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui auront été désignées dans le mémoire technique lors de la remise des offres.

À ce titre, obligation est faite au contractant de désigner au moins un remplaçant et de faire figurer son nom et ses références dans l'acte d'engagement.

Le changement de diagnostiqueur, occasionné par un cas de force majeure ou par la durée des travaux (congé ou autre), peut être envisagé : le titulaire devra en informer le conducteur d'opération et fournir à cette occasion son CV. L'absence de récusation du nouveau diagnostiqueur par le conducteur d'opération dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception de la demande, vaut acceptation du nouveau diagnostiqueur proposé.

F.1.2 - Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de l'opération sera assurée par l'État - Ministère des Armées.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le directeur de la Direction d'Infrastructure de la Défense de Cayenne.

F.1.3 - Conduite d'opération

La fonction de conducteur d'opération est assurée par la Direction d'Infrastructure de la Défense de Cayenne, division projets, section conduite des opérations et études.

F.1.4 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre, pour les parties techniques conception, réalisation et achèvement comprenant le suivi des marchés de travaux, est assurée par la Direction d'Infrastructure de la Défense de Cayenne.

La maîtrise d'œuvre peut faire l'objet d'un marché de groupement de maîtrise d'œuvre qui est conduit par la Direction d'Infrastructure de la Défense de Cayenne.

F.2 - Travaux intéressant la défense

F.2.1 - Obligations de discrétion

Conformément à l'article 5 du CCAG FCS, tout diagnostiqueur ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération détient les informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'information portant sur les études et travaux.

Pour tout manquement aux obligations de discrétion d'un diagnostiqueur, le marché peut être résilié aux frais et aux torts du cocontractant, sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

F.2.2 - Mesures de sécurité propres à la défense

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la défense.

Ils sont situés sur un site avec contrainte d'accès.

En plus des stipulations du CCAG FCS, tous les personnels du titulaire devant accéder régulièrement sur le site devront être munis d'un laissez-passer provisoire attribué en échange d'une pièce d'identité. L'attribution de ce laissez-passer sera sous réserve de l'approbation de la direction de renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD).

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en connaître le motif.

Les dispositions suivantes seront notamment appliquées :

- Contrôle élémentaire :
 - Certains documents sont nécessaires avant toute exécution des prestations et notamment l'agrément des fiches individuelles de contrôle primaire (CPR), qui seront à fournir, pour le diagnostiqueur titulaire et son suppléant, dès la notification du marché ;
 - Toute personne participant aux prestations fera l'objet d'un contrôle de sécurité, dit contrôle élémentaire, par l'autorité militaire ;
 - Le contrôle est effectué dans un délai moyen de 3 semaines. Le délai de délivrance des autorisations par la personne publique peut varier en fonction de la nationalité de la personne physique, en raison des formalités et complications que peut générer la coopération avec les autorités étrangères ;
 - Le ministère des Armées ne saurait être tenu pour responsable des conséquences d'un allongement du délai d'instruction des demandes d'autorisations qui serait lié à la nationalité étrangère du personnel faisant l'objet de cette demande, le titulaire ne pouvant prétendre à aucune indemnité, de quelque nature que ce soit, pour ce motif ;
 - Dans l'attente des résultats, les personnes ne seront pas autorisées à pénétrer sur le site ;
 - Toute personne faisant l'objet d'un contrôle élémentaire « avec réserve », se verra automatiquement refuser l'accès au site.
- Contrôle des véhicules :
 - Une liste des immatriculations des véhicules privés sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le représentant de la personne publique.

G - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles.

- l'acte d'engagement et ses annexes :
 - ♦ désignation et rôle des intervenants ;
 - ♦ bordereau de prix unitaires ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS) ;
- l'offre technique du titulaire.

H - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS – REGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX

H.1 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des prestations

Les prix du marché sont TTC.

Ils sont réputés comprendre :

- tous les frais d'assurances permettant au titulaire de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage, du RPA et des tiers victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de ses prestations ;
- les frais découlant de la prise en compte des contraintes opérationnelles et des restrictions d'accès au site ;
- les frais d'établissement et de diffusion des documents ;
- les frais de conservation des documents pendant les délais réglementaires.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par des prix unitaires précisés à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

H.2 - Règlement des comptes

Le règlement des sommes dus au titulaire fait l'objet de paiements partiels ou définitifs sur présentation d'une facture.

Les factures sont déposées sur le site CHORUS-Pro (onglet « facture »), accessible à l'adresse internet suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Le code du service exécutant à saisir est le suivant : D04115J973.

Pour toute information concernant la mise en œuvre de la dématérialisation via le portail Chorus-pro et le paiement de vos factures, vous pourrez contacter la cellule régulation au 05.94.39.20.65, ou par mail, à l'adresse gsbdd-guf-dm-regulation.referent.fct@intradef.gouv.fr

H.2.1 - Modalités de facturation

Les factures transmises devront porter obligatoirement les mentions suivantes en sus des mentions imposées dans le cahier des clauses administratives particulières :

- le numéros du bon de commande (ou marché subséquent) et d'engagement juridique ;
- la date de facture ;
- le numéro d'identification unique de la facture ;
- la raison sociale et adresse du fournisseur et de l'acheteur ;
- le SIRET ou à défaut SIREN ;
- le montant ;
- les coordonnées bancaires ;
- nom des prestations facturées ;
- la période de réalisation des prestations facturées.

Cette facture comporte notamment une récapitulation des sommes déjà versées, éventuellement, le montant du solde restant dû.

H.2.2 - Mise en garde du titulaire

Afin d'éviter tout rejet de facture, le titulaire est invité avant déposer dans chorus-pro des factures pour paiement, à se rapprocher de la DID, bénéficiaire du marché pour accord sur les prestations, quantités ou tout autre point pouvant présenter problème.

H.2.3 - Suivi du service fait

Afin que la DID puisse certifier dans les meilleurs délais le service fait et les quantités réellement mises en œuvre, le titulaire du marché envoie par courrier électronique une copie des factures au maître d'œuvre pour information avant le dépôt sur CHORUS.

H.2.4 - Solde

a-Facture finale

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article L du présent CCAP, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur une facture finale correspondant aux prestations fournies.

Cette facture présentera un récapitulatif des paiements partiels déjà réglés ainsi que du solde à verser dont le montant est égal au montant du paiement partiel définitif correspondant à la dernière prestation réalisée.

b-Solde

Après réception de la facture finale et constatation de l'achèvement de la prestation considérée dans les conditions prévues à l'article L du CCAP, le RPA validera son paiement final et définitif.

H.2.5 - Délai de paiement

a-Pour les avances

Le paiement de l'avance intervient dans un délai maximum de 30 jours, compté à partir de la notification du bon de commande ou marché subséquent.

b-Pour les paiements partiels et le solde

Le point de départ du délai de paiement pour un paiement partiel définitif ou pour le solde, est la date de réception par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur de la demande de paiement du titulaire, ou la date de la notification de la décision d'admission de la partie technique considérée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

H.3 - ***Variation dans les prix***

H.3.1 - Mode de variation des prix

Les répercussions sur les prix de l'accord-cadre des variations des éléments constitutifs du coût de la prestation sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Les prix sont révisables.

H.3.2 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise des offres, qui figure en page de garde du règlement de consultation ce mois est appelé "**mois zéro**".

H.3.3 - Choix des index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix du marché est l'index **ingénierie base 2010**, identifiant 001711010 « 001711010 « Index divers de la construction – ING – Ingénierie – Base 2010 ».

H.3.4 - Modalités de révision des prix

La révision est effectuée par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision C_n .

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n / I_0) ;$$

I_0 et I_n représentent respectivement l'index du mois zéro et l'index connu au jour d'établissement du prix nouveau (PN). Le coefficient de révision des prix (C_n) est calculé à trois décimales.

La révision des prix du bordereau des prix unitaires (BPU) sera effectuée une fois par an à la date de reconduction du présent marché par le RPA.

I - DELAIS – PENALITES

I.1 - Délais d'exécution

Le délai d'exécution de la prestation sera indiqué sur le bon de commande (ou marché subséquent).

I.2 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, le titulaire peut être soumis à pénalités :

Nature	Montant (€ net de taxes)
Absence ou retard ≥ 30 minutes à une réunion de chantier	50 €
Défaut de propreté des installations de chantier	100 € par constatation
Travail dissimulé	2500 € / personne
Sous-traitance occulte	2 500 €
Non-respect des consignes SST Le non port d'un seul des EPI	1 000€ par infraction
Tri des déchets de chantier	200 € par infraction constatée
Retard dans la transmission d'un livrable (le délai pour un devis est de 15 jours)	50 €/jour/document
Retard d'exécution des sondage et essais ≥ 10000 € HT	100 €/ jour
Retard d'exécution des sondage et essais < 10000 € HT	1/100 du montant HT du BDC/jour
Retard dans la fourniture d'un rapport (le délai est de 30 jours)	100 € par jour de retard

I.3 - Pénalités observations

- les pénalités et indemnités ne sont pas révisables ;
- **par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS** le titulaire n'est exonéré pas des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

I.4 - Accidents du travail

Le titulaire s'engage à saisir immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur du marché de tout accident survenant à l'un de ses agents au cours de la mission objet du présent marché.

J - DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS

Le DC4 joint à l'acte d'engagement constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché. Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

En cas de transmission avec l'offre d'un acte de sous-traitance, le DC4 indiquera la nature et le montant des travaux que le titulaire envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement. Le montant des travaux sous-traités indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Après la notification du marché, pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subcllic.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 6 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

MODALITES DE PAIEMENT DIRECT PAR VIREMENTS

Le sous-traitant fera une facture qui devra porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, la raison sociale et l'adresse du créancier titulaire de l'accord-cadre ;
- le RIB, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la domiciliation des paiements ;
- la référence de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés (R.C.S.) ou du répertoire des Métiers (R.M.) ainsi que le numéro de SIREN ou SIRET ;
- la date et le numéro de la facture ;
- le numéro de l'accord-cadre et sa date ;
- le numéro de l'engagement juridique (l'EJ) **(numéro à 10 chiffres, présent sur la page de garde de l'acte d'engagement, ou sur celle de chaque bon de commande ponctuel)**
- la période d'exécution des prestations pour les factures trimestrielles relatives au bon de commande annuel et forfaitaire (exemple : Période de facturation forfaitaire de la maintenance des installations de production, de traitement et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine des forces armées en Guyane pour le **trimestre A** ou B de l'année X);
- la date de constatation et la nature de l'intervention unitaire relative aux bons de commande ponctuels.

Pour toutes prestations, le titulaire adressera à la maîtrise d'œuvre, sa fiche d'intervention et sa facture pour validation. Une fois validée, le titulaire pourra déposer sa facture sur Chorus-pro.

Le sous-traitant adressera également après validation du titulaire du marché ses factures par voie dématérialisée sous chorus pro suivant l'adresse ci-dessous :

<https://www.chorus-pro.gouv.fr/>

En complément de l'article 11.2 du C.C.A.G. Fournitures courantes et services, si le représentant du pouvoir adjudicateur est empêché, du fait du titulaire ou d'un sous-traitant, de procéder à une opération nécessaire au mandatement (information ou document complémentaire demandé par le pouvoir adjudicateur), le délai de paiement commence à courir à nouveau en totalité à partir de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'information ou document attendu.

K - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

K.1 - Retenue de garantie

Sans objet.

K.2 - Avance

L'avance sera de 30 % ; les conditions du code de la commande publique s'appliquent. Elle sera versée à la notification du bon de commande ou du marché subséquent le cas échéant.

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement à l'article 5.2 s'il refuse ou accepte ladite avance.

Les sous-traitants éventuels du titulaire peuvent également percevoir une telle avance, sur leur demande dans les mêmes conditions.

Si le délai initial N d'exécution du bon de commande ou marché subséquent exprimé en mois n'excède pas 12 mois, le montant de l'avance est, en prix de base, égal à 30% du montant initial du marché.

Il est égal au montant initial de l'avance multiplié par $12 / N$, si le délai N dépasse 12 mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations facturées atteint 55 % du montant initial. Le remboursement s'effectue sur les factures. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 85 %.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs en groupement les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutés directement par le mandataire et par les cotraitants.

Le montant de l'avance ne sera pas révisé ni actualisé.

L - EXECUTION DES PRESTATIONS

L.1 - Consignes particulières

Les horaires de travail s'inscriront dans les créneaux suivants : du lundi au vendredi : 07h00 à 17h00.

Ces créneaux peuvent être différents suivant les sites.

Lorsque l'intervenant veut appliquer, exceptionnellement, des heures d'embauchée et de débauchée différentes, il lui appartient d'établir une demande, motivée, de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail au représentant du pouvoir adjudicateur une semaine avant l'application des nouveaux horaires.

L.2 - Remplacement de la personne physique assurant le diagnostic

Conformément aux articles 3.4.3 du CCAG FCS, l'accord de la personne publique sur l'identité du nouveau diagnostiqueur est formulé par décision écrite du représentant du pouvoir adjudicateur.

L.3 - Notification - Communication

L.3.1 - Communication au titulaire

En précision de l'article 3.1 du CCAG FCS, la notification des documents ou informations qui font courir un délai est réalisée par échanges dématérialisés (par la PLACE de préférence).

Toutes les autres notifications de documents et informations (ne faisant pas courir de délai) émanant du représentant du pouvoir adjudicateur ou du maître d'œuvre (notamment les ordres de service) seront également transmises au titulaire par échanges dématérialisés.

Le titulaire du présent marché est tenu de fournir dès notification du présent marché :

- une adresse électronique accessible en permanence par la personne désignée dans l'acte d'engagement et signataire du marché, agissant pour le compte du titulaire ;
- éventuellement une autre adresse électronique accessible en permanence par la personne désignée par l'entreprise et responsable du suivi des travaux, objet du présent marché.

Le titulaire du marché est tenu d'accuser réception de chaque mail dans les vingt-quatre heures (si jour ouvrable) de la réception. L'accusé de réception des mails parvenus la veille d'un jour chômé, férié est réalisé lors du premier jour ouvrable suivant.

Les ordres de service sont signés par le représentant du maître d'ouvrage, datés et numérotés.

Important : l'accusé de réception mentionné précédemment ne vaut pas retour de l'ordre de service sans réserves : le titulaire dispose de quinze jours ouvrés à compter de la notification pour faire parvenir les éventuelles observations à l'ordre de service concerné sous forme dématérialisée (messagerie électronique), par la poste en recommandé avec accusé de réception ou par coursier contre récépissé.

Les dispositions relatives aux échanges dématérialisés peuvent être modifiées ou complétées par ordre de service ou par décision du représentant du pouvoir adjudicateur.

L.3.2 - Communication du titulaire

Toute communication au RPA ou à son représentant devra être réalisée par mail avec accusé de réception au conducteur d'opération désigné dont les coordonnées seront indiquées sur le bon de commande (ou marché subséquent).

M - ADMISSION DES PRESTATIONS

M.1 - Admission des parties techniques

L'admission de chacune des parties techniques ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent.

Toute facture reçue avant achèvement de la totalité de la prestation due au titre de la sous-mission considérée sera renvoyée à l'expéditeur pour un nouvel envoi en temps opportun.

M.2 - Achèvement de la prestation

Les prestations s'achèvent à réception des pièces exigées. L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le représentant du maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 29 du CCAG FCS et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

M.3 - Réception des documents

Le titulaire rend les rapports en 1 exemplaire numérique et 1 exemplaire papier. Pour les fonds de plans, le titulaire rend 2 exemplaires numériques exploitables sur clé USB, sous format DGN et PDF.

M.4 - Transfert de propriété

L'admission entérine de droit le transfert de propriété.

N - RESILIATION DU MARCHE

En application de l'article 38 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché.

O - ASSURANCE

Tous les ans, le titulaire devra justifier qu'il a bien souscrit une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de sa prestation.

P - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Il sera appliqué l'article 46 du CCAG FCS.

Q - LABEL ET CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHE

Q.1 - Label

- Le ministère des Armées a obtenu le label "relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) adossé à la norme ISO 20400 : 2017 "achats responsables – lignes directrices" délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats.
- À ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à cette norme et aux exigences de la charte "relations fournisseurs responsables (RFR) et label "relations fournisseurs et achats responsables (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.
- Le titulaire s'engage à informer le ministère des Armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte "relations fournisseurs responsables (RFR), puis le dépôt d'un dossier de candidature au label "relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que les mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400 : 2017 dans ses processus internes.
- La médiation des entreprises en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche – pour toute information :
- site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Q.2 - Certificat de bonne exécution

- Le ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.
- La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : (liste non exhaustive) :
 - la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
 - la relation commerciale s'est révélée difficile ;
 - le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
 - le contrat est résilié aux tort du titulaire.

R - CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, les modifications suivantes peuvent être apportées.

R.1 - Modification des clauses de variation (révision, actualisation) des prix en cas de suppression ou modification d'index, d'évolution des variations supérieures aux clauses butoir

Pour s'assurer que la formule de variation des prix demeure conforme à la réalité économique et représentative des coûts réels, la formule de variation des prix du présent marché public peut être soumise à réexamen dans les cas et selon les dispositions suivantes :

- si la définition ou le contenu d'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venait à être modifié ;
- si l'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venait à être supprimé ou remplacé, ou cessait de faire l'objet de publication telle que précisée à l'article G.3.3 du présent CCAP.

Le représentant du pouvoir adjudicateur procède, alors, à la modification de la ou des formules de calcul de variation des prix.

Les modifications seront actées par décision unilatérale du représentant du pouvoir adjudicateur ou les modifications seront actées par avenant.

R.2 - Substitution d'un nouveau titulaire lorsque le titulaire est visé par une procédure collective, et dans le cas de silence de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur à la suite de sa mise en demeure par l'acheteur

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation du titulaire, si l'administrateur judiciaire ou le liquidateur du titulaire, mis en demeure par l'acheteur, ne répond pas dans le délai fixé à l'article L.622-13 du code de commerce en cas de redressement judiciaire, ou à l'article L.641-10 du code de commerce en cas de liquidation judiciaire, ou bien, s'il renonce à poursuivre les obligations contractuelles, l'acheteur a la possibilité de modifier le marché public dans les conditions suivantes :

- l'acheteur a la possibilité de substituer au titulaire initial un nouveau titulaire justifiant de capacités financières, techniques et professionnelles au moins équivalentes aux conditions fixées par l'acheteur pour la consultation initiale ;
- le décompte des prestations effectuées au titre du marché par le titulaire initial est établi par l'acheteur qui en informe l'administrateur judiciaire ou le liquidateur du titulaire initial.

La substitution fait l'objet d'un avenant de transfert.

L'acte modificatif intègre le décompte de prestations précité, notifié au titre du transfert du marché.

Si la présente clause ne peut être mise en œuvre, il est fait application des dispositions des articles du CCAG relatifs à la résiliation du marché.

R.3 - Substitution sur demande du titulaire d'un nouveau titulaire en raison d'impossibilité de poursuivre les prestations du marché

Sur demande expresse, le titulaire peut solliciter de l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire en cas d'impossibilité à poursuivre l'exécution des prestations du marché (hormis les difficultés d'exécution mentionnées à l'article 31.1 du CCAG FCS).

Le titulaire transmet sa demande à l'acheteur en exposant les motifs accompagné d'un dossier de présentation de l'opérateur économique de substitution, comportant l'ensemble des documents de candidature requis lors de la consultation.

Le titulaire de substitution doit impérativement justifier des capacités financières, techniques et professionnelles au moins équivalentes aux conditions fixées par l'acheteur pour la consultation initiale.

L'acheteur peut, quel que soit le motif, opposer un refus à la substitution d'un nouveau titulaire, au titre de la présente clause de réexamen.

L'acheteur notifie au titulaire initial dans un délai de 15 (quinze) jours maximum après réception de la demande, sa décision d'acceptation ou de refus du titulaire de substitution.

Le titulaire de substitution reprend l'intégralité des obligations du marché. Il est responsable envers l'acheteur de l'éventuel passif imputable au titulaire initial trouvant son origine avant la prise d'effet de la substitution.

La substitution ne peut, en aucun cas, intervenir avant le début de l'exécution des prestations du marché.

La modification fait l'objet d'un avenant de transfert sans incidence financière

En cas de refus, l'acheteur met en demeure le titulaire initial de poursuivre les prestations du marché dans un délai maximum de 15 (quinze) jours. Si la mise en demeure reste infructueuse, il est fait application des dispositions des articles du CCAP et du CCAG relatifs à la résiliation.

R.4 - Prise en compte d'éventuels surcoûts et indemnités pouvant en résulter liés à une crise ou tout événement conduisant à modifier significativement les modalités d'exécution du contrat ou d'un bon de commande

Lorsque, sans que l'exécution du marché ou d'un bon de commande soit suspendue, le titulaire est conduit à modifier significativement les modalités d'exécution prévues au contrat, il a droit à une indemnité destinée à compenser le surcoût qui résulte de l'exécution, même partielle, des prestations, lorsque la poursuite de l'exécution du contrat impose la mise en œuvre de moyens supplémentaires qui n'étaient pas prévus au contrat initial et qui représenteraient une charge manifestement excessive au regard de la situation financière du titulaire.

A ce titre, le titulaire doit, tout en poursuivant l'exécution, même partielle, du contrat, informer le représentant du pouvoir adjudicateur et lui fournir, sous 10 jours après l'apparition du fait générateur, les documents détaillés et circonstanciés justifiant le surcoût par rapport à sa situation financière.

L'indemnité ne saurait couvrir les surcoûts indirects, tels que notamment, la sous couverture des frais généraux, le manque à gagner, les pertes de cadence, les pertes de rendement ou les pertes de productivité.

Dans ce cadre, un avenant sera établi sur la base, notamment, des documents de prix détaillé fournis par le titulaire à l'appui de son offre et de tout justificatif nécessaire relatif à la mise en œuvre des mesures pour la bonne exécution du contrat.

En cas de désaccord entre les parties ou en cas de refus par l'acheteur, celui-ci met en demeure le titulaire de poursuivre les prestations du marché dans un délai maximum de 15 (quinze) jours. Si la mise en demeure reste infructueuse, il est fait application des dispositions des articles du CCP et du CCAG relatifs à la résiliation.

R.5 - Modification du périmètre technique

L'ajout de prestations au contrat sera effectué de la manière suivante : le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) en informe le titulaire qui établit un devis proposant un prix nouveau (le sous-détail de ce prix pourra être demandé par l'administration). La proposition de prix par le titulaire devra impérativement être en cohérence avec les prix du marché initial pour le même type de prestation.

Les évolutions seront actées par avenant.

S - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article I2 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG FCS.

L'article I3 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS.